

La Langue retournée de la culture

[Extrait, p. 32 et 33]

ACTION CULTURELLE – ACTIONS CULTURELLES

Au début des années 2000, dans les textes de politique culturelle, l'expression *actions culturelles* au pluriel a remplacé *action culturelle* au singulier. Changement abrupt que personne n'a relevé : les rubriques, les brochures des équipements, des équipes artistiques et culturelles ont adopté ce passage au pluriel sans coup férir.

Dans la première phase des politiques culturelles, *l'action culturelle* (au singulier), obligation imposée au travers de la subvention, était considérée comme une démarche au long cours, en direction de catégories de population éloignées de la culture, afin de les sensibiliser, progressivement à l'art et à la culture. *L'action culturelle* était pensée dans un héritage des mouvements d'éducation populaire²³.

En passant au pluriel, *les actions culturelles* transforment l'action culturelle en une addition d'initiatives discontinues, séparées les unes des autres, valant chacune pour elle-même, ayant sa propre finalité. On passe d'une conception politique du continu à celle du discontinu, d'un effet à long terme au résultat à court terme.

Tout se passe comme si, l'impératif néolibéral infiltrant la politique, chaque proposition artistique doit obtenir un effet social immédiat, et, pour cela, s'adjoindre *son action culturelle* spécifique. La conséquence logique est que, finalement, ce sont *les actions culturelles* qui font l'objet d'appels d'offre, la dimension artistique devenant, au mieux, son prétexte, au pire, son ornement. *Les actions culturelles* font de plus en plus l'objet de *subventions* ciblées, spécifiques, sans affirmation particulière d'exigence artistique.

Devant se concentrer sur la contrainte sociale, de fréquentation, voire de remplissage, les artistes et responsables culturels sont amenés à infléchir les choix artistiques.

Il devient de plus en plus difficile pour un directeur, un responsable d'inscrire ces actions morcelées dans une cohérence, à la fois artistique et sociale. Cela peut se faire au prix d'inventions, de contournements, de bricolages.

Dans le spectacle vivant, le raccourcissement des nombres de séances programmées pour un même spectacle fait qu'il n'y a pas de possibilité de s'appuyer sur une programmation de longue durée pour tenter de gagner progressivement des spectateurs, de les sensibiliser.

Cette situation peut sembler paradoxale et inquiétante à un moment où les collectivités affirment des priorités comme l'éducation artistique, par exemple.

23. Si les politiques publiques sont initiées dans les années de l'après deuxième guerre mondiale, il faut rappeler que les mouvements d'Éducation Populaire sont nés à la fin du XIX^e siècle et ont structuré, depuis, en France, tout ce qui touche aux rapports entre le savoir, la culture, les arts et leur démocratisation. Ils ont eu une importance décisive autour du Front Populaire, dans les années 1930, puis après la guerre. Ce sont des militants de l'Éducation Populaire que le Ministère de la Culture a chargé, pour l'essentiel, dès le début, de la décentralisation dramatique. Ce sont eux qui, par ailleurs, ont animé des milliers d'équipements socio-éducatifs dans toute la France. Lire les ouvrages de Geneviève Poujol.